

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Cuthbert

Code géographique : 52062

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Lauzon, atteste la véracité du rapport financier
de Saint-Cuthbert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-05-02

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Cuthbert, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Municipalité de Saint-Cuthbert au 31 décembre 2015, ainsi que les résultats des activités, de la variation des actifs financiers nets (de leur dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que Municipalité de Saint-Cuthbert inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Yvan Gaudet, CPA auditeur, CA
368 Chemin des Prairies
Joliette, QC.
J6E 4J8

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

DATE 2016-05-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 009 999	2 072 379			2 072 379	1 943 535
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 752	10 420			10 420	10 023
Quotes-parts	3						
Transferts	4	307 485	298 077			298 077	304 389
Services rendus	5	5 000	32 602			32 602	28 688
Imposition de droits	6	26 665	29 661			29 661	35 574
Amendes et pénalités	7	15 000	8 540			8 540	15 836
Intérêts	8	25 000	30 649			30 649	30 674
Autres revenus	9	279 225	143 959			143 959	54 125
	10	2 679 126	2 626 287			2 626 287	2 422 844
Investissement							
Taxes	11	66 575	66 948			66 948	66 575
Quotes-parts	12						
Transferts	13	330 728	236 416			236 416	224 921
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	3 960					30 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	401 263	303 364			303 364	321 496
	18	3 080 389	2 929 651			2 929 651	2 744 340
Charges							
Administration générale	19	596 902	563 056	29 461		592 517	545 518
Sécurité publique	20	349 294	347 644	3 472		351 116	347 671
Transport	21	591 961	530 189	274 687		804 876	814 972
Hygiène du milieu	22	448 726	433 569	166 709		600 278	613 378
Santé et bien-être	23	5 000	5 000			5 000	5 000
Aménagement, urbanisme et développement	24	76 772	99 427			99 427	116 680
Loisirs et culture	25	272 970	339 164	33 684		372 848	141 925
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	107 372	131 754			131 754	135 811
Amortissement des immobilisations	28	345 485	508 013	(508 013)			
	29	2 794 482	2 957 816			2 957 816	2 720 955
Excédent (déficit) de l'exercice	30	285 907	(28 165)			(28 165)	23 385

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	285 907	(28 165)	23 385
Moins: revenus d'investissement	2 (	401 263 ) (	303 364 ) (	321 496)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(115 356)	(331 529)	(298 111)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	345 485	508 013	493 737
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	345 485	508 013	493 737
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		10 026	25 000
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		10 026	25 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	360 841 ) (	392 945 ) (	374 131)
	18	(360 841)	(392 945)	(374 131)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (		(93 589)) (	456 828)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	130 712		
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	130 712	93 589	(456 828)
	26	115 356	218 683	(312 222)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		(112 846)	(610 333)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	401 263	303 364	321 496
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	15 000)	8 906)	1 105)
Sécurité publique	3 ())))))
Transport	4 (	116 551)	155 875)	93 883)
Hygiène du milieu	5 (	117 000)	12 345)	349 546)
Santé et bien-être	6 ())))))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())))))
Loisirs et culture	8 (	22 000)	32 649)	168 487)
Réseau d'électricité	9 ())))))
	10 (	270 551)	209 775)	613 021)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	) )	) )	165 303)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 (	) )	) )	455 153)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			455 153
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		(93 589)	456 828
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18		(93 589)	456 828
	19	(270 551)	(303 364)	(321 496)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	130 712		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	535 257	484 287	431 468
Charges sociales	2	95 882	118 177	90 942
Biens et services	3	1 055 893	1 016 425	1 052 893
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	101 547	88 734	61 067
D'autres organismes municipaux	5	825	525	776
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		38 005	71 449
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	5 000	4 490	2 519
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	430 093	408 975	400 005
Autres	10	36 000	48 985	66 865
Autres organismes	11	184 800	240 162	47 034
Amortissement des immobilisations	12	345 485	508 013	493 737
Autres				
- Cré. douteuses, cadeaux, etc.	13	3 700	1 038	2 200
-	14			
-	15			
	16	2 794 482	2 957 816	2 720 955

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	2 076 574	2 139 327	2 010 110
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 752	10 420	10 023
Quotes-parts	3			
Transferts	4	638 213	534 493	529 310
Services rendus	5	5 000	32 602	28 688
Imposition de droits	6	26 665	29 661	35 574
Amendes et pénalités	7	15 000	8 540	15 836
Intérêts	8	25 000	30 649	30 674
Autres revenus	9	283 185	143 959	84 125
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	3 080 389	2 929 651	2 744 340
Charges				
Administration générale	12	620 721	592 517	545 518
Sécurité publique	13	352 737	351 116	347 671
Transport	14	828 077	804 876	814 972
Hygiène du milieu	15	505 767	600 278	613 378
Santé et bien-être	16	5 000	5 000	5 000
Aménagement, urbanisme et développement	17	76 772	99 427	116 680
Loisirs et culture	18	298 036	372 848	141 925
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	107 372	131 754	135 811
	21	2 794 482	2 957 816	2 720 955
Excédent (déficit) de l'exercice	22	285 907	(28 165)	23 385
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		5 060 044	5 036 659
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		5 060 044	5 036 659
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 031 879	5 060 044

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	285 907	(28 165)	23 385
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	270 551 ) (	209 775 ) (	613 021)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	345 485	508 013	493 737
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	74 934	298 238	(119 284)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		10 026	(140 303)
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11		10 026	(140 303)
	12	360 841	280 099	(236 202)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	360 841	280 099	(236 202)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(3 877 607)	(3 641 405)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(3 877 607)	(3 641 405)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(3 597 508)	(3 877 607)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	18 462	110 774
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	611 733	1 050 957
Prêts (note 6)	4	
Placements de portefeuille (note 7)	900 173	455 153
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9	
	1 530 368	1 616 884
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	667 100	629 788
Créditeurs et charges à payer (note 11)	243 031	246 264
Revenus reportés (note 12)	49 000	72 000
Dette à long terme (note 13)	4 168 745	4 546 439
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16	
	5 127 876	5 494 491
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	
	(3 597 508)	(3 877 607)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	8 499 110	8 797 348
Propriétés destinées à la revente (note 16)	130 277	140 303
Stocks de fournitures	20	
Autres actifs non financiers (note 17)	21	
	22	
	8 629 387	8 937 651
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	
	5 031 879	5 060 044

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(28 165)	23 385
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	508 013	493 737
Autres			
-	3		
-	4		
	5	479 848	517 122
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	439 224	306 941
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(3 233)	(338 956)
Revenus reportés	9	(23 000)	72 000
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	10 026	(140 303)
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	902 865	416 804
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(209 775)	(613 021)
Produit de cession	16		
	17	(209 775)	(613 021)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(445 020)	(455 153)
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23	(445 020)	(455 153)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	(392 945)	(374 131)
Variation nette des emprunts temporaires	26	37 312	629 788
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	15 251	15 251
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(340 382)	270 908
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(92 312)	(380 462)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	110 774	491 236
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	18 462	110 774

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Cuthbert est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code Municipale de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil municipal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

n/a

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés et des contestations d'évaluation et des réclamations en justice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivant :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

s/o

E) Actifs non financiers

s/o

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à leur valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

- Infrastructures : 40 ans et 20 ans
- Chemin : 20 ans
- Bâtiments : 20 ans
- Véhicules : 10 ans
- Ameublement et équipement de bureau : 10 ans
- Machinerie, outillage : 10 ans
- Équipement informatique : 5 ans :

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédent et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

<Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Passifs

Dépenses reportées

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escomptes et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une période maximale de cinq ans.

Subvention reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

s/o

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	18 462	110 774
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	290 245	279 245
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	291 924	359 019
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	29 564	412 693
Organismes municipaux	8		
Autres			
-	9		
-	10		
	11	611 733	1 050 957
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	900 173	455 153
	24	900 173	455 153
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	21 665
Régimes de retraite des élus municipaux	32	9 233
	33	30 898
		9 493
		9 842
		19 335

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires

11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	196 723	199 214
Salaires et avantages sociaux	38	2 538	2 099
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courus	43	39 580	44 951
-	44		
- TPS-TVQ à payer	45	4 190	
-	46		
-	47		
	48	243 031	246 264

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50		
Autres			
- Festivité 250 ieme	51		16 000
- Fabrique	52	49 000	56 000
	53	49 000	72 000

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,00	2,05	2018	2019	54	2 657 400	2 837 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises		2,00	2018		58	1 557 100	1 730 200
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		39 945
Autres					61		
					62	4 214 500	4 607 445
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(45 755)	(61 006)
					64	4 168 745	4 546 439

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2015</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2016	65	73	262 300	81	90	98	262 300
2017	66	74	371 700	82	91	99	371 700
2018	67	75	380 900	83	92	100	380 900
2019	68	76	329 600	84	93	101	329 600
2020	69	77	256 000	85	94	102	256 000
2021 et +	70	78	2 614 000	86	95	103	2 614 000
	71	79	4 214 500	87	96	104	4 214 500
Intérêts et frais accessoires			88	()		105	()
	72	80	4 214 500	89	97	106	4 214 500

Note

		2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(2 040 408)	(1 978 666)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	(1 557 100)	(1 898 941)
Autres	109		
	110	(3 597 508)	(3 877 607)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	1 278 047	139	12 345	166		193	1 290 392
Eaux usées	112	6 482 685	140		167		194	6 482 685
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	5 225 499	141	111 859	168		195	5 337 358
Autres	114	311 647	142	38 441	169		196	350 088
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	1 180 838	144	32 649	171		198	1 213 487
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	102 002	146		173		200	102 002
Ameublement et équipement de bureau	119	95 931	147	8 906	174		201	104 837
Machinerie, outillage et équipement divers	120	319 493	148	5 575	175		202	325 068
Terrains	121	70 500	149		176		203	70 500
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>15 066 642</u>	151	<u>209 775</u>	178		205	<u>15 276 417</u>
Immobilisations en cours	124		152		179		206	
	125	<u>15 066 642</u>	153	<u>209 775</u>	180		207	<u>15 276 417</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	1 240 998	154	3 263	181		208	1 244 261
Eaux usées	127	316 349	155	162 509	182		209	478 858
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	3 744 248	156	245 307	183		210	3 989 555
Autres	129	138 742	157	14 897	184		211	153 639
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	521 519	159	51 109	186		213	572 628
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	75 021	161	5 452	188		215	80 473
Ameublement et équipement de bureau	134	65 198	162	5 262	189		216	70 460
Machinerie, outillage et équipement divers	135	167 219	163	20 214	190		217	187 433
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>6 269 294</u>	165	<u>508 013</u>	192		219	<u>6 777 307</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>8 797 348</u>					220	<u>8 499 110</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	123 553	224		226		228	123 553
Amortissement cumulé	222	(60 727)	225	(12 089)	227	()	229	(72 816)
Valeur comptable nette	223	<u>62 826</u>					230	<u>50 737</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	130 277	140 303
	234	130 277	140 303
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	130 277	140 303
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers

Frais payés d'avance	237		
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240		

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité est membre de la Municipalité Régionale de Comté d'Autray. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme.

Ouverture des chemins d'hiver

La municipalité s'est engagée en vertu de contrats de cinq ans échéant en 2020 pour l'ouverture des chemins en hiver. Les engagements sont les suivants :

2016 : 148 804 \$ 2017 : 148 804 \$ 2018 : 150 288 \$
2019 : 151 785 \$ 2020 : 153 296 \$

Enlèvement des ordures et cueillette sélective

Matière recyclable

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat échéant en 2019. Le solde des engagements au 31 décembre 2015 est estimé à 251 874 \$.

Matière résiduelle

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat échéant en 2018. Le solde des engagements au 31 décembre 2015 est estimé à 348 346 \$.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

n/a

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

b) Auto-assurance

n/a

c) Poursuites

n/a

d) Autres

n/a

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet de l'audit.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015	2014
Encaisse	241	18 462	110 774
Découvert bancaire	242	()	()
Placements temporaires	243		
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	18 462	110 774

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	259

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	262
Autres charges	263
	264
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()
	271		
	272		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 465 508	578 354
Excédent de fonctionnement affecté	2 151 813	151 813
Réserves financières et fonds réservés	3	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (329) (329)	
Financement des investissements en cours	5	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 4 414 887	4 330 206
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 5 031 879	5 060 044
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 465 508	578 354
Organismes contrôlés	10	
	11 465 508	578 354
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Chalet des loisirs	12 151 813	151 813
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 151 813	151 813
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 151 813	151 813
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33	
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
-	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45	
	46	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 (329) ()	(329)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 (329) ()	(329)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 (329) ()	(329)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 () ()	()
	67	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 8 499 110	8 797 348
Propriétés destinées à la revente	69 130 277	140 303
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 8 629 387	8 937 651
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 4 168 745	4 546 439
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 45 755	61 006
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 4 214 500	4 607 445
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 4 214 500	4 607 445
	82 4 414 887	4 330 206

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____) (_____)	
Charge de l'exercice	60 (_____) (_____)	
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 _____	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____) (_____)	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____) (_____)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____) (_____)	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>21 665</u>	<u>9 493</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	9 233	9 842
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100	<u>9 233</u>	<u>9 842</u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	4 214 500
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	1 557 100
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 657 400
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	2 657 400
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	192 217
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	2 849 617
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 849 617
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 582 452	1 593 115	1 547 410
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	25 722	25 981	25 866
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7	66 575	66 948	66 575
Autres	8			
	9	1 674 749	1 686 044	1 639 851
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	137 580	136 845	137 580
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	25 660	25 820	25 660
Matières résiduelles	13	222 250	210 079	182 136
Autres				
-Roulottes	14	240	120	240
-Cours d'eau	15	16 095	52 116	
-Éclairage public, travaux chem	16		20 298	15 951
Centres d'urgence 9-1-1	17		8 005	8 692
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	401 825	453 283	370 259
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	401 825	453 283	370 259
	26	2 076 574	2 139 327	2 010 110

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 420		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 420		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 9 150	9 226	8 841
	35 9 150	9 226	8 841
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 9 570	9 226	8 841
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 762	1 074	577
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42 420	120	605
Taxes d'affaires	43		
	44 1 182	1 194	1 182
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 10 752	10 420	10 023

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	184 310	204 789
Enlèvement de la neige	58		204 714
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	15 000	12 663
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	55 175	52 912
Tri et conditionnement	73		55 176
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	2 218	3 625
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	53 000	27 500
Réseau d'électricité	89		
	90	307 485	298 077
		298 077	304 389

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		12 243
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	19 000	
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	80 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	107	22 000	
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	209 728	219 070
Matières résiduelles			212 678
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	17 346	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	330 728	236 416
			224 921

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 638 213	534 493	529 310

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182		19 973	23 955
Sécurité publique	183		1 228	1 211
Transport				
Réseau routier	184		4 141	48
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		2 792	(362)
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	5 000	4 468	3 836
Réseau d'électricité	194			
	195	5 000	32 602	28 688
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	5 000	32 602	28 688
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197			
Droits de mutation immobilière	198	26 665	29 661	35 574
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	26 665	29 661	35 574
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	15 000	8 540	15 836
INTÉRÊTS	203	25 000	30 649	30 674
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		26 100	30 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	4 225		4 225
Autres contributions	210	45 000	117 859	49 900
Autres	211	233 960		
	212	283 185	143 959	84 125

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	115 235	105 505		105 505	104 819
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	293 540	268 877	29 461	298 338	251 692
Greffe	4	9 806	9 808		9 808	9 385
Évaluation	5	57 072	55 054		55 054	57 783
Gestion du personnel	6					
Autres	7	121 249	123 812		123 812	121 839
	8	596 902	563 056	29 461	592 517	545 518
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	180 182	180 182		180 182	181 377
Sécurité incendie	10	159 320	156 172	3 472	159 644	150 756
Sécurité civile	11	9 792	3 285		3 285	6 846
Autres	12		8 005		8 005	8 692
	13	349 294	347 644	3 472	351 116	347 671
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	335 495	275 624	273 329	548 953	549 378
Enlèvement de la neige	15	204 008	204 357		204 357	210 983
Éclairage des rues	16	6 200	3 773	1 358	5 131	5 566
Circulation et stationnement	17	32 300	30 936		30 936	31 285
Transport collectif						
Transport en commun	18	13 958	15 499		15 499	17 760
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	591 961	530 189	274 687	804 876	814 972

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	141 465	127 449	4 200	131 649	182 210
Réseau de distribution de l'eau potable	24	24 300	28 083	28 785	56 868	8 044
Traitement des eaux usées	25	74 604	21 568	133 724	155 292	40 269
Réseaux d'égout	26					133 724
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	78 555	75 366		75 366	79 030
Élimination	28	70 795	56 104		56 104	64 179
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	35 040	44 194		44 194	45 654
Tri et conditionnement	30	10 400	5 506		5 506	13 849
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34	3 523				
Plan de gestion	35	8 369	8 267		8 267	9 319
Autres	36		43 080		43 080	35 529
Cours d'eau	37	1 675	23 952		23 952	1 571
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	448 726	433 569	166 709	600 278	613 378
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 000	5 000		5 000	5 000
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	5 000	5 000		5 000	5 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	65 372	88 166		88 166	81 130
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					25 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	11 400	11 261		11 261	10 550
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	76 772	99 427		99 427	116 680

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	4 900	3 080	20 145	23 225	13 706
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 000	5 278	6 433	11 711	11 019
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	54 041	86 353	4 646	90 999	64 967
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	62 941	94 711	31 224	125 935	89 692
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	33 462	11 861		11 861	11 561
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64			2 460	2 460	1 713
Autres	65	176 567	232 592		232 592	38 959
	66	210 029	244 453	2 460	246 913	52 233
	67	272 970	339 164	33 684	372 848	141 925
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	102 372	127 264		127 264	115 532
Autres frais	70					17 760
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	5 000	4 490		4 490	2 519
	73	107 372	131 754		131 754	135 811
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	345 485	508 013	(508 013)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité de Saint-Cuthbert. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité de Saint-Cuthbert a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Yvan Gaudet, CPA auditeur, CA
368 Chemin des Prairies
Joliette, QC.
J6E 4J8

DATE 2016-05-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		2 139 327
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		2 139 327

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	2 139 327
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>2 139 327</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7			
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	8 005		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>8 005</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>2 131 322</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	193 127 600
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	193 865 700
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	193 496 650

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	2 131 322
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	193 496 650
Taux global de taxation réel de 2015	6	 1 , 1 0 1 5 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	117 000	12 345	
Usines de traitement de l'eau potable	2			20 446
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			329 100
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	56 551	111 859	83 636
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	23 000	23 500	3 662
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	10 000		829
Autres infrastructures	11		14 941	34 269
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	10 000		
Édifices communautaires et récréatifs	14	12 000	31 489	117 726
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	32 000		
Ameublement et équipement de bureau	18	5 000	8 906	1 105
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 000	5 575	22 248
Terrains	20			
Autres	21		1 160	
	22	270 551	209 775	613 021

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		12 345	
Usines de traitement de l'eau potable	24			20 446
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		150 300	84 464
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			329 100
Autres infrastructures	32			37 932
Autres immobilisations	33		47 130	141 079
	34		209 775	613 021

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	2 837 300		179 900	2 657 400
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	1 730 200		173 100	1 557 100
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	39 945		39 945	
Autres	6				
	7	4 607 445		392 945	4 214 500
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	482 800		116 100	366 700
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 394 445		103 745	2 290 700
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	2 877 245		219 845	2 657 400
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	1 730 200		173 100	1 557 100
Prêts	23				
Autres	24				
	25	1 730 200		173 100	1 557 100
	26	4 607 445		392 945	4 214 500
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	4 607 445		392 945	4 214 500
Note					

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	57 072	55 054	57 783
Autres	3	53 032	53 852	49 408
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	152 921	151 084	143 776
Sécurité civile	6	1 292	1 273	1 213
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	13 958	15 499	17 760
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	130 087	108 740	109 827
Cours d'eau	13	1 675	1 695	1 571
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	4 189	6 112	3 929
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	11 400	11 261	10 550
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	4 467	4 405	4 188
Réseau d'électricité				
	24			
	25	430 093	408 975	400 005

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	4,00	40,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	40,00	***	***	***
Cols blancs	3	3,00	35,00	***	***	***
Cols bleus	4	11,00	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6			***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	19,00		***	***	***
Élus	9	7,00		73 145	13 155	86 300
	10	26,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	289 928	219 070	25 495		534 493
	17	289 928	219 070	25 495		534 493

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	55 054	28		54	55 054	80		106	55 054	132
Autres	3	508 002	29	29 461	55	537 463	81	19 974	107	517 489	133 7 817
	4	563 056	30	29 461	56	592 517	82	19 974	108	572 543	134 7 817
Sécurité publique											
Police	5	180 182	31		57	180 182	83		109	180 182	135
Sécurité incendie	6	156 172	32	3 472	58	159 644	84		110	159 644	136
Sécurité civile	7	3 285	33		59	3 285	85	1 228	111	2 057	137
Autres	8	8 005	34		60	8 005	86		112	8 005	138
	9	347 644	35	3 472	61	351 116	87	1 228	113	349 888	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	275 624	36	273 329	62	548 953	88	4 141	114	544 812	140 10 397
Enlèvement de la neige	11	204 357	37		63	204 357	89		115	204 357	141
Autres	12	34 709	38	1 358	64	36 067	90		116	36 067	142
Transport collectif	13	15 499	39		65	15 499	91		117	15 499	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	530 189	41	274 687	67	804 876	93	4 141	119	800 735	145 10 397
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	127 449	42	4 200	68	131 649	94		120	131 649	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	28 083	43	28 785	69	56 868	95	2 791	121	54 077	147 493
Traitement des eaux usées	18	21 568	44	133 724	70	155 292	96		122	155 292	148 6 190
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149 99 584
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	131 470	46		72	131 470	98		124	131 470	150
Matières recyclables	21	49 700	47		73	49 700	99		125	49 700	151
Autres	22	51 347	48		74	51 347	100		126	51 347	152
Cours d'eau	23	23 952	49		75	23 952	101		127	23 952	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155 7 273
	26	433 569	52	166 709	78	600 278	104	2 791	130	597 487	156 113 540

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être													
Logement social	157	5 000	172		187	5 000	202		217		217	5 000	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		218		233
Autres	159		174		189		204		219		219		234
	160	5 000	175		190	5 000	205		220		220	5 000	235
Aménagement, urbanisme et développement													
Aménagement, urbanisme et zonage	161	88 166	176		191	88 166	206		221		221	88 166	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		222		237
Promotion et développement économique	163	11 261	178		193	11 261	208		223		223	11 261	238
Autres	164		179		194		209		224		224		239
	165	99 427	180		195	99 427	210		225		225	99 427	240
Loisirs et culture													
Activités récréatives	166	94 711	181	31 224	196	125 935	211		4 468	226	226	121 467	241
Activités culturelles													
Bibliothèques	167	11 861	182		197	11 861	212		227		227	11 861	242
Autres	168	232 592	183	2 460	198	235 052	213		228		228	235 052	243
	169	339 164	184	33 684	199	372 848	214		4 468	229	229	368 380	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		230		245
	171	2 318 049	186	508 013	201	2 826 062	216		32 602	231	231	2 793 460	246
													131 754

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	209 775	613 021
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	209 775	613 021

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	578 354	1 188 687
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	578 354	1 188 687
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	(112 846)	(610 333)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(112 846)	(610 333)
Solde à la fin de l'exercice	12	465 508	578 354
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	151 813	151 813
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	151 813	151 813
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		
Solde à la fin de l'exercice	22	151 813	151 813
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
Solde à la fin de l'exercice	31		

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015		2014	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(329 )	(	329)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			
Solde redressé au début de l'exercice	34	(329 )	(	329)
Augmentation de l'exercice				
Avantages sociaux futurs				
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés				
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites				
d'enfouissement	39	()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ				
Utilisation du fonds général	41	()	()
Utilisation du fonds de roulement	42	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	()	()
Autres	44	()	()
	45	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	()	()
Autre financement	47	()	()
	48	()	()
Diminution de l'exercice				
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement				
Remboursement de la dette à long terme liée aux	49			
activités de fonctionnement	50			
	51			
Solde à la fin de l'exercice	52	(329 )	(	329)
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	53			
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54			
Solde redressé au début de l'exercice	55			
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à				
des fins fiscales	56			
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57			
Excédent de fonctionnement affecté	58			
Réserves financières et fonds réservés	59			
	60			
Solde à la fin de l'exercice	61			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	62	4 330 206		3 696 488
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63			
Solde redressé au début de l'exercice	64	4 330 206		3 696 488
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement				
Excédent de fonctionnement affecté	65			
	66			
Variation résiduelle de l'exercice	67	84 681		633 718
Solde à la fin de l'exercice	68	4 414 887		4 330 206

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ()	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15	16	17	18	19 ()	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[0] , [8 | 2 | 0 | 0] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 0 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | | , | | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | | \$
Traitement des eaux usées	4	1 | 6 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Matières résiduelles	5	1 | 9 | 0 | , | 0 | 0 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau commerce	165,0000	4	
Eau compteur	1,0000	7	
Ordures commerce	280,0000	4	
Aqueduc spéciale	,0780	1	
Assainissement des eaux spécial	,1100	1	
Eau usées 3-4 logements	360,0000	4	
Vidange fosse	75,0000	4	
Eau usées 2 logements	240,0000	4	
Eau usées 5-6 logements	540,0000	4	
Eau usées 6+ logements	800,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	441 267 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1891 Rue Principale
(no) (rue)
St-Cuthbert J0K 2C0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 836-4852
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 836-4833
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mairie@st-cuthbert.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Richard Lauzon

Téléphone (450) 836-4852
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 836-4833
(ind. rég.) (numéro)

Courriel richard.lauzon@st-cuthbert.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Yvan Gaudet CPA, CA

Titre Comptable professionnel agréé

Adresse 368 Chemin des Prairies
(no) (rue)
Joliette J6E 4J8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 759-3381
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 759-3341
(ind. rég.) (numéro)

Courriel y-gaudet@videotron.ca

Responsable du dossier YvanGaudet CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , RICHARD LAUZON , atteste que le rapport financier de Saint-Cuthbert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Cuthbert .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Cuthbert consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Cuthbert détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (28 165) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,1015 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-29 17:11:26

Date de transmission au Ministère : 2016/05/03

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Cuthbert

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	2 679 126	2 626 287	2 422 844
Investissement	2	401 263	303 364	321 496
	3	3 080 389	2 929 651	2 744 340
Charges				
	4	2 794 482	2 957 816	2 720 955
Excédent (déficit) de l'exercice	5	285 907	(28 165)	23 385
Moins : revenus d'investissement	6 (	401 263 ) (	303 364 ) (	321 496)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(115 356)	(331 529)	(298 111)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	345 485	508 013	493 737
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	360 841 ) (	392 945 ) (	374 131)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	(93 589) ) (	456 828)
Excédent (déficit) accumulé	12	130 712		
Autres éléments de conciliation	13		10 026	25 000
	14	115 356	218 683	(312 222)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		(112 846)	(610 333)

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	611 733	1 050 957
Autres	2	918 635	565 927
	3	1 530 368	1 616 884
Passifs			
Dette à long terme	4	4 168 745	4 546 439
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	959 131	948 052
	7	5 127 876	5 494 491
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(3 597 508)	(3 877 607)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	8 499 110	8 797 348
Autres	10	130 277	140 303
	11	8 629 387	8 937 651
Excédent (déficit) accumulé	12	5 031 879	5 060 044

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	465 508	578 354
Excédent de fonctionnement affecté			
- Chalet des loisirs	14	151 813	151 813
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	151 813	151 813
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(329)	(329)
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	4 414 887	4 330 206
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	5 031 879	5 060 044

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	2 009 999	2 072 379	1 943 535
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 752	10 420	10 023
Quotes-parts	3			
Transferts	4	307 485	298 077	304 389
Services rendus	5	5 000	32 602	28 688
Autres	6	345 890	212 809	136 209
	7	2 679 126	2 626 287	2 422 844
Investissement				
Taxes	8	66 575	66 948	66 575
Quotes-parts	9			
Transferts	10	330 728	236 416	224 921
Autres	11	3 960		30 000
	12	401 263	303 364	321 496
	13	3 080 389	2 929 651	2 744 340

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale							
Évaluation	1	57 072	55 054		55 054	57 783	
Autres	2	539 830	508 002	29 461	537 463	487 735	
Sécurité publique							
Police	3	180 182	180 182		180 182	181 377	
Sécurité incendie	4	159 320	156 172	3 472	159 644	150 756	
Autres	5	9 792	11 290		11 290	15 538	
Transport							
Réseau routier	6	578 003	514 690	274 687	789 377	797 212	
Transport collectif	7	13 958	15 499		15 499	17 760	
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	240 369	177 100	166 709	343 809	364 247	
Matières résiduelles	10	206 682	232 517		232 517	247 560	
Autres	11	1 675	23 952		23 952	1 571	
Santé et bien-être	12	5 000	5 000		5 000	5 000	
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	65 372	88 166		88 166	81 130	
Promotion et développement économique	14	11 400	11 261		11 261	10 550	
Autres	15					25 000	
Loisirs et culture	16	272 970	339 164	33 684	372 848	141 925	
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	107 372	131 754		131 754	135 811	
Amortissement des immobilisations	19	345 485	508 013	(508 013)			
	20	2 794 482	2 957 816		2 957 816	2 720 955	

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3